

## DECISION DU MAIRE

N° 480

DATE  
13 juillet 2022

---

**Conclusion d'un acte modificatif n° 2 au marché n° 2018-019B relatif à la fourniture et la livraison de repas en liaison froide pour le Centre Communal d'Action Sociale (CCAS) de Poissy**

---

Le Maire,

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment les articles L. 2122-22, 4<sup>ème</sup> alinéa, L. 2131-1 et suivants,

Vu le Code de la commande publique, notamment les articles R. 2194-1 et suivants,

Vu la délibération n° 2 du Conseil municipal du 11 juillet 2022 portant délégations accordées par le conseil municipal au Maire,

Vu la délibération n° 8 du Conseil municipal du 29 janvier 2018 relative à la constitution d'un groupement de commandes entre la Ville de Poissy et le CCAS de Poissy pour la fourniture et la livraison de repas en liaison froide,

Vu la décision n° 395 en date du 11 juin 2018 attribuant à l'entreprise ELRES, sise 11, allée de l'Arche, 92032 Paris La Défense, le marché n° 2018-019B relatif à la fourniture et la livraison de repas en liaison froide pour le CCAS de Poissy,

Vu la décision n° 790 en date du 30 décembre 2020 concernant la conclusion d'un acte modificatif n°1 au marché n° 2018-019B relatif à l'ajout d'une portion de pain individuel pour les bénéficiaires du portage de repas à domicile,

Vu le budget communal,

Vu le projet d'acte modificatif,

Considérant que le marché n° 2018-019B relatif à la fourniture et la livraison de repas en liaison froide pour le CCAS de Poissy prend fin le 4 juillet 2022,

Considérant qu'il convient de prolonger la durée du marché n° 2018-019B afin de pouvoir mettre en œuvre la nouvelle procédure de mise en concurrence pour satisfaire les besoins du CCAS et assurer la continuité du service public de restauration,

**DÉCIDE :****Article 1 :**

De conclure un acte modificatif n° 2 au marché n° 2018-019B relatif à la fourniture et la livraison de repas en liaison froide pour la CCAS, ayant pour objet la prolongation de la durée du marché jusqu'au 5 août 2022 (inclus) afin de pouvoir mettre en œuvre la nouvelle procédure de mise en concurrence pour satisfaire les besoins du CCAS et assurer la continuité du service public de restauration.

Accusé de réception en préfecture 078-217804988-20220713-DM_2022_480-AU Date de télétransmission : 15/07/2022 Date de réception préfecture : 15/07/2022
--

**Article 2 :**

La prolongation de la durée du marché ne modifie pas le montant initial du marché.

**Article 3 :**

Le présent acte administratif peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir dans un délai de deux mois à compter de l'accomplissement des mesures de publicité (publication, affichage ou notification), auprès du Tribunal Administratif de Versailles (56, avenue de Saint Cloud, 78000 VERSAILLES) ou par voie dématérialisée, sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**Article 4 :**

Une ampliation de la présente décision sera adressée à Monsieur le Sous-Préfet de l'arrondissement de Saint-Germain-en-Laye.



**Le Maire  
Conseillère régionale d'Île-de-France,**

**Sandrine BERNO DOS SANTOS**